

Allocution de M. Philippe Roch
Secrétaire d'Etat
Suisse
à la
Quatrième Conférence des Parties (COP 4)
de la
Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
Buenos Aires, 2 - 13 novembre 1998

(Seul l'exposé oral fait foi)

Madame la Présidente,
Mesdames et Messieurs les Ministres et chefs de délégation,
Mesdames et Messieurs les délégués,

Je voudrais remercier le Gouvernement argentin pour la chaleureuse hospitalité qu'il nous offre en accueillant la quatrième Conférence des Parties de la Convention climat. Une telle organisation démontre largement l'intérêt que le pays hôte accorde à la question des changements climatiques. C'est aussi la démonstration de l'importance que la région d'Amérique du Sud et des Caraïbes accorde à cette question cruciale pour la sauvegarde de l'environnement mondial et l'avenir des populations.

Les événements climatiques catastrophiques de cette année passée nous rappellent malheureusement encore une fois l'urgence du problème des changements climatiques. En effet, la température moyenne globale en 1997 a été supérieure de quatre dixièmes de degrés à la moyenne de la période 1961-1990. Ceci est d'autant plus inquiétant que le précédent record était celui de 1995, c'est-à-dire une année très proche.

Cet état de fait a produit des événements climatiques extrêmes comme les inondations dévastatrices dans plusieurs parties du monde, et la sécheresse en Indonésie et l'ouest du Pacifique tropical. En somme, une démonstration grandeur nature de ce qui ne fera que se multiplier si nous n'agissons pas dès maintenant.

La Suisse tient à réitérer ici toute sa sympathie envers les populations gravement touchées et à les assurer de son soutien.

Ces événements extrêmes douloureux nous motivent encore davantage à agir tous ensemble pour une stabilisation du système climatique.

La Suisse est convaincue que la diminution des émissions passe prioritairement par l'adoption et la mise en oeuvre de politiques et mesures nationales, en première priorité dans les pays industrialisés.

La Suisse, avant même de l'avoir ratifié, a déjà commencé à mettre en oeuvre le Protocole de Kyoto. Le Parlement vient d'approuver en première lecture une loi qui prévoit une réduction de dix pour cent des émissions de CO₂ en 2010 par rapport au niveau de 1990.

L'approche adoptée est basée sur un ensemble de mesures en vue d'une utilisation rationnelle de l'énergie, ainsi que sur les accords volontaires avec les divers acteurs économiques. Un examen de la situation en 2004 permettra d'évaluer la nécessité d'autres mesures supplémentaires, en particulier de l'introduction d'une taxe sur les émissions de CO₂.

Au niveau international, la Convention sur les changements climatiques et l'adoption du Protocole de Kyoto lors de la COP 3 à Kyoto sont les réponses institutionnelles que nous avons données aux dangers des changements climatiques. Nous nous félicitons de ce cadre propice à une action concertée entre les Etats. En particulier, nous sommes satisfaits de l'adoption du Protocole de Kyoto car il fixe des obligations contraignantes de réduction des émissions pour les pays industrialisés. Il s'agit d'un premier pas, car les objectifs du Protocole de Kyoto ne suffiront pas à résoudre le problème des changements climatiques globaux.

Concernant la Convention, nous sommes conscients des efforts supplémentaires que nous devons faire pour sa mise en oeuvre. Je rappellerai que nous, les pays industrialisés, avons des responsabilités que nous devons assumer pleinement. Je pense en particulier au transfert de technologie vers les pays en développement. Dans cette perspective, nous avons maintenant conclu les négociations pour le réapprovisionnement du Fonds mondial pour l'environnement, le GEF. Le GEF est sans aucun doute l'instrument le plus approprié pour accomplir cette tâche.

Il est prioritaire d'avancer dans la clarification des concepts du Protocole de Kyoto et d'adopter au plus vite des modalités et des procédures permettant sa mise en oeuvre. En particulier, il est important de consacrer les efforts nécessaires à la clarification des mécanismes de flexibilité. Pour nous, l'objectif principal de cette COP 4 est l'adoption d'un plan de travail sous forme d'un « Mandat de Buenos Aires ».

Nous pensons qu'un dialogue entre pays industrialisés et pays en développement est essentiel. Dans ce dialogue tous les sujets d'intérêt commun devront être abordés, entre autres celui d'une collaboration afin de limiter globalement, dans le futur, les émissions des pays industrialisés et des pays en développement. A cet effet, nous pensons que le Mécanisme pour un développement propre est un instrument très prometteur.

Finalement, Madame la Présidente, il nous semble important de traiter de l'environnement comme d'un tout. Par conséquent nous attachons une grande importance à la coordination entre les différents traités et organismes environnementaux internationaux. Dans ce sens, la Suisse a présenté une proposition à la COP 4 dans un domaine d'intérêt commun entre la Convention climat et le Protocole de Montréal, concernant les HFC et les PFC.

Madame la Présidente, nous sommes convaincus que le nom de Buenos Aires restera associé à des progrès significatifs dans la mise en oeuvre de la Convention.

**Speech of Mr. Philippe Roch
Secretary of State
Switzerland**

to the

**Fourth Conference of the Parties (COP 4)
to the
United Nations Framework Convention on Climate Change
Buenos Aires, 2 - 13 November 1998**

(Check against delivery)

Madam Chairwoman,
Ministers and Heads of Delegation,
Distinguished Delegates,
Ladies and Gentlemen,

I would like to thank the Argentine government for the warm hospitality which it is offering us in hosting the fourth Conference of the parties to the Climate Convention. Such organization is ample testimony to the interest shown by the host country towards the question of climatic changes. It also demonstrates the importance which the region of South America and the Caribbean attributes to the crucial question of safeguarding the world environment and the future of peoples.

The disastrous climatic events of the past year unfortunately once again remind us of the urgency of the problem of climatic changes. In fact, the average global temperature in 1997 was higher by four tenth of a degree than the average of the period 1961 to 1990. This is all the more worrying in that the previous record was set in 1995, a year very close to it.

This situation has resulted in extreme climatic events such as the devastating floods in several parts of the world and the drought in Indonesia and the western tropical Pacific. On the whole, Nature has given us a "life-size" demonstration of what will only become the repeated pattern, if we do not act, now.

Switzerland would like to take this opportunity of reiterating its sympathy for the seriously affected peoples and to assure them of its support.

These extremely painful events are yet further motivation for us to act all together to stabilize the climatic system.

Switzerland is convinced that the reduction in emissions is triggered basically by the adoption and implementation of national policies and measures, first and foremost in the industrialized countries.

Switzerland, before even having ratified it, has already started to implement the Kyoto Protocol. Its Parliament has just approved the first reading of a law which plans a reduction of ten per cent in CO₂ emissions by 2010 in comparison with the 1990 level.

The approach adopted is based on a group of measures tending towards rational use of energy as well as on voluntary agreements with the various economic players. An examination of the situation in 2004 will make it possible to evaluate the necessity of additional, supplementary measures, in particular the introduction of a tax on CO₂ emissions.

At the international level the Convention on climatic changes and the adoption of the Kyoto Protocol at the COP3 are the institutional responses which we have given to the dangers of climatic changes. We are happy about this propitious atmosphere for a concerted action between states. In particular we are satisfied with the adoption of the Kyoto Agreement since it lays down compelling obligations for the reduction of emissions by the industrialized states. It is a first step, since the objectives of the Kyoto Protocol will not suffice to resolve the problem of global climatic changes.

Concerning the Convention, we are conscious of the additional efforts which we shall have to make for its implementation. I remind you that we, the industrialized countries, have responsibilities which we must take on fully. I am thinking in particular of the transfer of technology towards the developing countries. In this perspective we have now concluded the negotiations for replenishment the Global Environment Facility, the GEF. This is without doubt the most appropriate instrument to accomplish this task.

It is a priority duty to advance towards clarification of the concepts of the Kyoto Protocol and to adopt the methods and procedures permitting its implementation as quickly as possible. In particular, it is important to make the effort necessary for the clarification of the flexibility devices. For us the main objective of this COP4 is the adoption of a working plan in the form of a Buenos Aires mandate.

We think that dialogue between the industrialized countries and the developing countries is essential. In this dialogue all the subjects of mutual interest must be considered, amongst others that of cooperation in order to limit the emissions of industrialized countries, and developing countries, globally in the future. For this purpose we think that the Mechanism for a clean development is a very promising instrument.

To conclude, Madam President, it seems to us important to treat the environment as a whole. We therefore attach great importance to the coordination between the various agreements and international environmental bodies. Switzerland has made a proposal to the COP4 in this direction, in a field of common interest between the Climate Convention and the Montreal Agreement, concerning HFCs and PFCs.

Madam President, we are convinced that the name of Buenos Aires will remain associated with important progress in the implementation of the Convention.